



Pauvres, mais honnêtes, nous paraissions quand nous pouvions, et notamment le dimanche 20 janvier 2013



L'avion « Rafale », engin vedette de l'intervention française

**Année 2013, numéro 2
SOMMAIRE**

Europe / Afrique

Pourquoi pas le Congo ?... page 1

RDC

Une étrange « opinion scientifique objective »... page 18

LE POISSON ET LE SCORPION ... page 27

Europe / Afrique



Soldats français arrivant (c'est le cas de le dire) « avec armes et bagages »

Pourquoi pas le Congo ?

Par Guy De Boeck

Discours dominant de la presse : *« La France a finalement pris ses responsabilités. En intervenant militairement au Mali, elle rompt le confort de la politique du laissez-faire qui fait le lit des tragédies et des désordres récurrents en Afrique. Lorsque les autorités d'un pays ne peuvent plus, ni protéger leurs populations ni préserver l'intégrité du territoire national, il est de la responsabilité d'une « grande puissance » d'intervenir pour éradiquer la propagation de l'anarchie, les agressions contre la population et le péril des « régimes dangereux » (ex. les talibans). Du coup, les Maliens se remettent à espérer. Leur pays sera « sauvé »¹.*

Dans son intervention télévisée du 11 janvier 2013, le président de la République française a annoncé l'engagement des forces armées françaises au Mali, en soutien aux troupes maliennes, pour repousser les groupes armés islamistes. François Hollande a affirmé que cette opération de lutte contre des « terroristes » durerait « le temps nécessaire ». La France a donc déployé huit cents soldats depuis le début de son intervention militaire, et ce dispositif sera progressivement porté à deux mille cinq cents hommes. La France a pris contact avec ses alliés européens, la Belgique s'est rendue avec empressement à la première sollicitation de sa voisine et intervient également. La Belgique participera avec deux avions de transport C-130 et deux hélicoptères médicalisés à l'intervention militaire de la France au Mali, pour contrer l'avancée des islamistes dans ce pays ouest-africain, a annoncé mardi le ministre de la Défense, Pieter De Crem, à l'issue d'une réunion du Comité ministériel restreint.

¹ *Intervention française au Mali : espoir pour le Congo ?* AgoraVox - 15/01/2013

D'aucuns s'interrogent sur le fait que la France ne soit pas intervenue militairement en RDC, où la situation est beaucoup plus désespérée que celle du Mali. De plus, dans son discours au sommet de la Francophonie à Kinshasa, le chef de l'État français avait promis d'œuvrer pour l'intégrité de ces deux pays francophones. Ce sentiment concerne aussi la position belge, compte tenu des fameux « liens historiques » entre la RDC et son ex-métropole coloniale. Une fois traduite en bruxellois, la réaction de beaucoup de Congolais revient à ceci « Les Blancs nous font, encore une fois, 'un enfant dans le dos' ! ».

Analogies

France et Belgique ont en commun d'être les ex-métropoles coloniales des deux pays africains actuellement en difficulté. Et l'une comme l'autre ont un lourd passé du point de vue des interventions militaires sur le continent noir. La France et la Belgique ont, de façon différentes, manifesté le désir de ne pas « rééditer les erreurs et les fautes du passé ». La Belgique a exprimé officiellement ses regrets pour certains de ces événements et décidé qu'elle n'interviendrait plus dans ses anciennes possessions africaines. La France de François Hollande a proclamé « la fin de la Françafrique ».

En RDC comme au Mali, l'on a affaire à des états dont les assises sont peu assurées. Le Mali est dans un état « provisoire » ou « transitoire » depuis une calamiteuse tentative de coup d'état militaire. La RDC se débat sous un inacceptable régime établi par la fraude électorale, qui manque de légitimité et de crédibilité.

Mais, au Mali comme en RDC, les défaites gouvernementales s'expliquent aussi, au moins en partie, par les faiblesses de l'armée nationale. L'armée du Mali mérite hélas ! pleinement le titre d' « armée ce carton ». Quant aux FARDC (armée congolaise), c'est un agrégat informe de milices, gangrené par la corruption, au comportement criminel.

Enfin, de part et d'autre, se profilent, derrière les motifs nobles et chevaleresques mis en avant, des préoccupations de nature plus substantielle. L'Afrique de l'Ouest est le principal fournisseur d'uranium de la France et la richesse du sous-sol congolais est un fait suffisamment connu pour ne pas faire ici l'objet d'un exposé.



Deux A-109 (Agusta) belges sont prévus pour l'opération Serval au Mali. © Globe

Dissemblances

Commençons par la Belgique.

Nul doute que la réponse diplomatique, que l'on fera aux interrogations, congolaises ou belges, allant dans le sens « *Pourquoi pas le Congo ?* », s'appuiera sur le respect de la légalité et la fameuse décision du Parlement de « ne plus intervenir dans nos anciens territoires africains ».

La réalité pourrait bien être moins glorieuse encore. Au Mali, pour soutenir l'intervention française contre les bastions islamistes, la Belgique envoie deux C-130 et deux hélicoptères médicalisés, soit la mobilisation de quelque 80 militaires belges. Un officier, rapporte **Le Vif**, aurait commenté cela en disant que « *Ce sont des fonds de tiroirs* ». Et d'ajouter : « *Nos forces manquent cruellement de médecins pour les opérations à l'étranger. Il faut souvent faire appel aux réservistes. Les avions de transport C-130, arrivés en fin de carrière, sont un autre gros point noir à l'armée. A la moindre panne d'un C-130, les retards de livraison s'accumulent, faute d'appareil de remplacement.* » Selon un membre de l'état-major, si la Belgique n'avait pas rapatrié, en octobre, les militaires belges chargés de la sécurité de l'aéroport de Kaboul, l'engagement de forces belges au Mali aurait à l'armée causé plus de soucis encore.

En termes moins mesurés, mais plus clairs, la Belgique dispose à peine des moyens voulus pour jouer au poisson-pilote de la France dans la petite opération malienne ! Or, l'ensemble de celle-ci ne met même pas en oeuvre des effectifs aussi importants que la seule bataille de Goma, pour ne pas parler de l'ensemble de la guerre de l'Est, qui concerne au minimum les deux Kivus et l'Ituri.

De plus, le pouvoir belge a affaire à une opinion publique qui n'est en général pas favorable aux aventures militaires et a tendance à réagir très négativement lorsqu'elles entraînent des pertes.

La France est dans une situation radicalement différente.

Du point de vue militaire, il n'est nul besoin de le démontrer. Tous les successeurs de Charles De Gaulle, quelle que soit leur provenance politique, s'en sont tenus à sa doctrine : on ne peut être une « puissance » que si l'on est puissant militairement et de façon indépendante. Du point de vue politique, l'on a assisté à un beau concert d'unanimité nationale pour soutenir François Hollande.

On peut même se demander si l'occasion malienne n'est pas du pain bénit pour le président social-démocrate. Etre au pouvoir en des temps d'austérité le force à décevoir son électorat « naturel » puisque, étant social-démocrate, il ne se propose pas d'engager la France dans un « changement » (c'était le grand mot d'ordre de sa campagne) qui porterait atteinte aux privilèges et au pouvoir de l'argent. Mais il peut se « refaire une popularité » en se drapant, à l'instar du Grand Charles, dans le drapeau tricolore.

Par contre, en politique internationale, les deux pays occidentaux intervenants ont des positions assez semblables, du moins tant que l'on en reste aux grands principes. Pour le Mali comme pour la RDC, ils souhaitent « la paix et un régime démocratique ».

Mais qu'en est-il de leurs adversaires ?



Miliciens d'AQMI

Frankenstein

Si la sincérité était une vertu couramment pratiquée dans la vie politique et diplomatique, les USA devraient avoir reconnu depuis longtemps qu'ils se trouvent dans la position du Dr. Frankenstein dans le roman de Mary Shelley. Ils sont poursuivis par la créature à laquelle ils ont donné la vie.

Le monstre a été engendré durant la guerre froide, sur base d'un raisonnement simpliste. L'ennemi, l'Empire du Mal, c'était le communisme athée. Tout croyant attachant de l'importance à la religion était donc un allié potentiel des USA. A la base, il s'agissait de n'importe quelle religion, et l'on a été jusqu'à faire des campagnes publicitaires sur le thème « *Have a Religion!* », sans préciser laquelle. Et, si ce croyant poussait ses convictions jusqu'au fanatisme, jusqu'à la Croisade ou la Guerre Sainte, il était même potentiellement un allié armé et combattant des USA. Cela semblait un cadeau du Ciel, c'est le cas de le dire.

Plus ambitieux que le Frankenstein du roman qui s'était contenté d'une créature, les Américains favorisèrent (c'est-à-dire financèrent et armèrent) tout un chapelet d'organisations se prétendant inspirées par la religion, toutes fondamentalistes, fanatiques, agressives et dotées de « branches armées » dirigées contre le « communisme athée ». Pour entrer dans cette catégorie vouée à l'opprobre universel, il suffisait d'être anti-impérialiste et progressiste même si l'on était par ailleurs chrétien ou musulman. L'appui américain fut ainsi acquis à la LRA ougandaise contre Museveni, alors officiellement « marxiste », au Talibans contre le régime « pro-soviétique » de Kaboul, aux fondamentalistes islamiques (dont Oussama Ben Laden) contre les régimes arabes anti-impérialistes ou progressistes, etc...

Les créatures se sont révoltées contre Frankenstein. Désormais elles sont, pour leur créateur, parties intégrante de ce « terrorisme international » qui est le nouvel « Empire du Mal ». Elles sont « à abattre ». Dès lors, les USA ne sont que trop satisfaits de voir leurs alliés européens, souvent soupçonnés d'être trop « tièdes » dans la croisade antiterroriste, monter en première ligne contre leur créature. L'action de la France a donc obtenu aisément la bénédiction des USA et, partant, celle de l'ONU.

Subsidiairement, les européens étaient peut-être aussi contents de contrer un mouvement fondamentaliste, à la fois pour se défendre contre l'accusation souvent formulée

par la droite identitaire européenne d'être, chez eux, « timides » envers l'extrémisme musulman et pour compenser la position fautive où les met le fait d'avoir applaudi sans discernement tous les « printemps arabes » pour les voir ensuite tourner en « automnes islamiques », voire en « hivers salafistes ». De plus, j'ai déjà cité ce fait, les gisements d'uranium du Mali font partie de l'approvisionnement énergétique de la France.

Enfin, et cela n'est pas sans importance juridique : le Président « de transition » de la déliquescence républicaine malienne a officiellement appelé la France à son secours.

« Our kind of guy »

« Nul n'ignore que la position géostratégique de la République Démocratique du Congo ne laisse nullement indifférents les groupes opposés aux intérêts occidentaux, tels que l'Armée de Résistance du Seigneur (LRA), les Shebabs, les commandos salafistes..., dans ce vaste et très riche territoire francophone. Les richesses dont regorgent quelques pays africains n'intéressent pas que les seuls Occidentaux, mais aussi d'autres puissances confirmées et émergentes comme la Chine, la Russie, le Japon, l'Inde, le Brésil... sans oublier des groupes extrémistes tels que les Hezbollahs, Al-Qaïda, les Talibans... qui, pour des raisons économique et géostratégique, comptent bien s'implanter durablement dans le bassin du Congo où il sera très difficile de les déloger. Pourquoi la France ne s'est-elle pas appuyée sur la Convention européenne pour la répression du terrorisme, conclue le 27 janvier 1977 à Strasbourg, pour justifier une intervention militaire – soit des forces armées françaises, soit de l'Eurofor – dans la région du Kivu ? », demande alors Gaspard-Hubert Lonsi Koko ².

La réponse pourrait être double. Politiquement, dans l'Est du Congo, l'adversaire n'est pas une « créature de Frankenstein », mais un ami des Etats-Unis qui a eu droit à toutes leurs complaisances. Economiquement, la guerre ne compromet nullement les intérêts occidentaux, puisqu'elle fait partie intégrante d'un processus de production à bas prix, par l'esclavage et le travail forcé obtenus grâce à la terreur que l'insécurité permanente de la « guerre de l'Est » entretient.

Par « l'adversaire » je n'entends pas, ici, le M23, mais le duo Kagame – Museveni. Kagame n'a-t-il pas été qualifié par les Américains de « *our kind of guy* » ? (« un gars comme nous les aimons »). Pourtant, ce genre d'acteur politique africain, s'il n'appartient pas à la variété « Frankenstein », remonte à la même époque : la fin de la guerre froide, en ces temps où l'Amérique, ne pouvant plus chasser l'ours russe, tourne un regard nouveau vers ce paradis des grands fauves qu'est l'Afrique noire.

Au début des années 90, la mode était au changement dans toute l'Afrique. On organisait partout des « Conférences nationales » dont le but avoué était de mettre fin au règne presque généralisé des dictatures corrompues dont on ne s'était accommodé si longtemps que par le fait de la guerre froide, qui venait de se terminer. L'Afrique faisait sa grande lessive et l'on allait voir émerger partout de vraies démocraties, dont les dirigeants seraient d'authentiques « Monsieur Propre », étincelants de vertus, de sens de la justice, de respect pour le peuple, d'honnêteté et de bonnes intentions... (Le lecteur africain est peut-être en train de ricaner : relisez donc vos propres journaux de l'époque ! On y a cru... au moins pendant quelques jours...)

² Mali et RD Congo : deux poids, deux mesures ? - JOL-Press - 17/01/2013

Le schéma général était celui que les Congolais connaissent bien, puisque ce fut celui de la CNS : le pouvoir autoritaire et le parti unique annoncent la fin de leur monopole et l'on ouvre un vaste dialogue avec la société civile et l'opposition, jusque là illégale, qui quitte l'exil ou les maquis où jusque là elle se dissimulait (ce qui implique qu'elle renonce à la lutte armée tout comme le pouvoir renonce, au moins en principe, à la répression violente).

Derrière les apparences d'unanimité de la Communauté Internationale (Qui aurait osé dire qu'il était contre la transparence et la démocratie ?), il y avait toutefois un clivage assez important, au sujet de ce que l'on recherchait exactement.

Pour les Européens, il s'agissait avant tout de changements qui infléchiraient le régime intérieur des états africains dans le sens des démocraties bourgeoises européennes. Mais ces états demeureraient tels qu'ils étaient, à la fois quant à leurs frontières et quant à leur clientélisme. La Côte d'Ivoire rénovée et dirigée par un Président « Monsieur Propre » assisté d'un Parlement honnête et dévoué à l'intérêt général resterait globalement dans l'orbite française, cependant que le Zaïre, sans doute redevenu Congo et nanti de dirigeants rayonnants d'altruisme et de probité continuerait à avoir la Belgique pour interlocuteur privilégié.

Les Etats-Unis, de leur côté, se sentaient dispensés de l'obligation de ménager les pays européens. L'un de ces « ménagements » avait consisté à leur concéder que le rôle de « gendarmes de l'ordre impérialiste en Afrique » serait joué par les anciennes puissances coloniales, et non directement par les Etats-Unis, ni par les pays africains eux-mêmes. Or, les Etats-Unis sont anticolonialistes. Ils le sont depuis toujours, mais d'une manière qui n'a rien



d'humanitaire : elle ne repose pas sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, mais sur le droit des USA à s'emparer de tous les marchés ! Spontanément, toute idée de situation privilégiée, de « régime de faveur » les énerve. Leur idéal est réalisé en Amérique centrale, dans les « républiques bananières ». Il y a indépendance puisque le pouvoir est exercé par la bourgeoisie locale. En réalité il y a sujétion totale, non seulement aux Etats-Unis, mais à l'une ou l'autre grande compagnie américaine. Les Démocrates de l'administration Clinton,

appuyèrent une « *Nouvelle Renaissance Africaine* », sorte d'impérialisme « tropicalisé », appuyé idéologiquement sur un discours inspiré du panafricanisme des années 60, dont la figure de proue était Yoweri Kaguta Museveni³ (photo). Et, faut-il le rappeler, celui-ci a dû

³ Museveni a pris le pouvoir en 1986. Depuis, il maintient un État militarisé, en s'attachant à restaurer la paix dans un pays meurtri par la guerre civile et à faire redémarrer une économie moribonde. D'abord guidé par les principes marxistes, il change de stratégie et fait de l'Ouganda le "bon élève du FMI" en suivant les recommandations de l'institution financière, avec des résultats plutôt positifs. De 1991 à 1992, Museveni préside l'Organisation de l'unité africaine et il est généralement considéré comme représentatif de la nouvelle génération de leaders africains.

En mai 1996, Museveni remporte la première élection présidentielle à se tenir en 16 ans, avec 74 % des suffrages. Il est le seul candidat à cette élection car il considère que le multipartisme est un « concept occidental ». Opposé à cinq autres candidats, il est réélu en mars 2001 avec 69,3% des voix. Pendant la guerre du Congo, les soldats de Museveni seront un soutien important de Laurent-Désiré Kabila. Après s'être brouillé avec Kabila, président du Congo, l'armée de Museveni luttera avec les rebelles de Jean-Pierre Bemba contre Kabila, mais ce soutien aura un prix, ces soldats ne se gêneront pas pour piller les mines de diamants à Kisangani et d'or en Ituri. Museveni en tirera un gros profits. Ces opérations militaires seront soutenues par la Grande-Bretagne et les États-unis.

son arrivée au pouvoir à des troupes parmi lesquelles il y avait de nombreux réfugiés rwandais, dont Kagame !

Mascotte de la politique subsaharienne de l'administration Clinton, la « *dynamique de la renaissance* » englobait notamment les régimes de l'Ougandais Museveni, de l'Ethiopien Meles Zenawi, de l'Erythréen Issaias Afeworki et du Sud-Africain Nelson Mandela. Les démocrates américains voulaient voir dans le volontarisme pragmatique affiché par ces nouveaux leaders la projection d'une Afrique idéale, alignée harmonieusement dans l'évolution d'un monde globalisé. En fait, cette catégorisation manichéiste reposait sur une perception biaisée de la réalité. Malgré l'existence de structures formelles de bonne gouvernance dont ils avaient été érigés en « *modèles* », les membres en vue de cet aréopage, étaient à la tête de régimes politiquement verrouillés.

Les Conférences Nationales convoquées un peu partout en Afrique dans le but d'en finir en douceur avec des régimes autoritaires et corrompus donnèrent des résultats divers. En Afrique Centrale et des Grands Lacs, ils furent en général mauvais. Au Congo Brazzaville et en Centrafrique, on ne put éviter la guerre civile Lissouba/Ngueso et Bozizé/Patassé. L'état burundais implosa plus ou moins jusqu'à la quasi-inexistence. Quant au Rwanda...

Les termes du problème sont assez simples : depuis son Indépendance, le pays avait eu deux régimes successifs qui, au nom d'une équation simpliste « démocratie = pouvoir de la majorité », avaient établi un pouvoir empreint de racisme, dominé par les seuls Hutu majoritaires, au détriment des Tutsi.

Donc, quand Habyarimana se voit sommé (pardon ; « instamment invité »... Il peut d'autant moins discuter l'injonction que l'aide extérieure représente alors 52 % de son budget !) à entrer dans la ronde des « dialogues » et des « démocratisations », il a en face de lui, parmi les interlocuteurs avec lesquels on lui demande de s'entendre, un FPR aussi peu intransigent dans son antihutisme qu'il l'est, lui, dans son antitutsisme.

Confronté à la demande de « s'ouvrir à l'opposition », Habyarimana pouvait certes le faire sans trop de peine vis-à-vis de partis qui représentaient les « malcontents » de la bourgeoisie Hutu, qui n'étaient demandeurs que sur le plan du fonctionnement des institutions ou la répartition régionales des moyens de l'Etat. Mais il y avait aussi des organisations à dominante Tutsi, d'autant moins maniables qu'elle s'étaient constituées hors du pays, soit au Burundi, longtemps dominé par un régime tutsi non moins marqué d'ethnisme, où leur « tutsisme » s'était radicalisé, ou en Ouganda, où ils étaient devenu un élément d'élite de l'armée de Museveni. Avec ces derniers, en particulier, dont l'expression politique était le FPR, les choses se gâtèrent et on en vint aux armes.

Le dialogue et la réconciliation nationale n'ont pas lieu et, au lieu du dialogue, c'est une guerre civile qui éclate. On en était là, avec déjà un net avantage militaire pour le FPR, quand l'avion d'Habyarimana fut abattu et que commencèrent les massacres auxquels on a donné improprement le nom de « génocide rwandais de 1994 ».

Ce génocide n'a pas fait couler un fleuve d'encre. Cela eut les proportions d'une véritable marée noire. Et l'on se bat encore féroce, à coup d'invectives, sur la question de savoir qui en fut le(s) responsable(s). Ce n'est pas ici le lieu de trancher ce débat kilométrique. Mais on pose rarement la question « *Pourquoi ces massacres étaient-ils*

En juillet 2005, il fait adopter par le Parlement une modification de la Constitution pour lui permettre de se présenter à la prochaine élection présidentielle afin d'y briguer un troisième mandat. À l'issue des élections du 23 janvier 2006, il est réélu président avec 60% des voix.

*nécessaires ? »*⁴.

La réponse est tragiquement simple : il fallait que la prise du pouvoir par le FPR s'accomplisse dans des circonstances entourée d'une horreur telle que l'on ne pense pas à relever le fait qu'il s'agissait d'une prise de pouvoir par la force et au profit d'une minorité (non pas « les Tutsi », mais a minorité des Tutsi anglicisés de la diaspora, surtout ougandaise). C'était exactement à contre-courant de la politique à la mode dans les années 90.



Kagame (photo) et le FPR tiennent beaucoup à proclamer que, dans l'affaire du génocide, ils étaient, comme on dit, « le chevalier blanc ». Leur action militaire est si bien décrite comme dirigée contre le génocide, qu'on en oublierait bien que les massacres ont commencé dans un pays qui était déjà en proie à la guerre civile ! C'est essentiellement à des fins politiques que Kagame tient à l'utilisation du mot « génocide ». Il lui permet de reprendre

l'argumentation israélienne : « *J'ai été génocidé, donc je puis me permettre n'importe quoi* ».

Depuis la « Solution finale du Problème Juif » d'Adolf Hitler, le mot « génocide » est chargé affectivement pour les Occidentaux. Il est chargé d'idées de culpabilité, ou du moins de responsabilité, et de celle que, d'une certaine façon « une réparation est due à ceux qui en ont été victimes ». Il en va de même des mots « Holocauste » et « Shoah », à cause de deux célèbres réalisations audiovisuelles. Les mots « massacre », « extermination » ou « tuerie » n'ont pas cette connotation.

Le mot « génocide » a sur l'Occident un effet qui ressemble à celui de la sonnette chez le chien de Pavlov. Mais il ne déclenche pas un afflux de salive : ce qui afflue, ce sont des larmes et des envies de réparation. Sans ce réflexe conditionné, aurait-on accepté comme si elle était évidente la « réparation » qui consistait, sous prétexte que les nazis allemands, et leurs complices fascistes et bourgeois d'une bonne partie de l'Europe avaient commis un génocide, à donner aux sionistes (instaurés bénéficiaire des droits de Juifs morts qui n'avaient pas tous été sionistes !) une terre au frais des Palestiniens qui n'avaient tué personne, et à admettre que ces gens subissent toutes sortes de traitements inhumains et dégradants ?

Ce réflexe n'est pas moindre aux Etats-Unis qu'en Europe, et ce n'est pas seulement le reflet de la puissance du « lobby sioniste ». Souligner l'horreur du génocide des Juifs est un moyen commode d'en oublier un autre : celui des Amérindiens, qu'il importe d'autant plus d'oublier qu'il se poursuit.

Pourquoi avoir ainsi recouru à la « sonnette de Pavlov » ? Les mots « massacre », « extermination » ou « tuerie » n'ont pas cet effet magique, certes, mais ils pouvaient tout de même stimuler la compassion, déclencher des réflexes de solidarité, d'aide aux victimes et à la reconstruction...

La raison, c'est qu'il fallait davantage, que les plans n'étaient pas de réparation, mais de domination, et qu'il fallait d'abord et avant tout, tout en proclamant haut et fort son souci de « bonne gouvernance », jeter aux oubliettes le plan « Monsieur Propre » et faire avaler à l'Occident agitant la queue devant la sonnette que, sur tout le continent africain, le Rwanda garderait seul un régime « à l'ancienne » : établi par un « coup » militaire, consolidé par l'absence de libertés, par le muselage de la presse, l'interdiction des partis d'opposition...

⁴ Il y aura peut-être eu des lecteurs pour sursauter. Comment un crime contre l'humanité peut-il être « nécessaire » ? Le crime n'est pas un acte absurde. Il a un but. Le criminel est soit suffisamment fou, soit suffisamment cruel, machiavélique et dépourvu de scrupules pour estimer que ce but « justifie » son crime.

Car en matière d'impérialisme, Kagame dépasse largement son maître Museveni. Il vise à obtenir, pour le Rwanda, un statut analogue à celui d'Israël au Moyen-Orient : l'allié privilégié des Etats-Unis, qui peut tout se permettre et notamment de faire des conquêtes territoriales. Il faut aussi qu'il puisse, devant toute opposition ou toute critique, user de la même arme que les sionistes, pour qui tout antisioniste est évidemment un antisémite. Pour pouvoir découvrir partout des génocidaires, il faut bien sûr qu'un génocide ait eu lieu !

Ainsi, la présence au Congo de Rwandais qui ont pris la fuite devant l'APR en 94 lui a déjà servi de prétexte à attaquer le Congo en 96, avec l'espoir fallacieux qu'il parviendrait à faire de Kabila, authentique nationaliste, un Président fantoche du Congo, à réattaquer en 1998 et à y rester présent pas « rebelles » de Nkunda, puis de Ntaganda, puis du M23 interposés, en attendant la prochaine attaque ouverte. Ses idées de grandeur ne s'arrangent pas, en effet, de son territoire misérable et surpeuplé.

Il va de soi que s'attaquer à « *our kind of guy* » est tout différent de s'en prendre à un « Frankenstein ».

C'est d'autant plus difficile, pour la France, que pendant que Kagame commettait son petit anachronisme personnel en accédant au pouvoir par la force, la France en commettait un autre en volant au secours d'un « pouvoir ami ». L'Opération Turquoise avait des côtés « *La Légion saute sur Kolwezi* »... et sauve Mobutu. La thèse qui a les sympathies de la France et qui sous-tend l'action de personnes comme le juge Bruguière consiste à faire des morts hutu les victimes d'un second génocide. Les Tutsi auraient entrepris une sorte de vengeance « grandeur nature » pour le massacre des leurs par les Hutu. Cela présente l'avantage que dès lors l'Opération Turquoise ⁵ revêt un caractère « acceptable » d'opération humanitaire pour mettre à l'abri les Hutu menacés par ce second génocide. Cela fera bientôt 19 ans que la France et le Rwanda échangent des propos aigre-doux, des communiqués fielleux et des devoirs d'enquête vitriolés. Il n'y a pas de raison que cela s'arrête...

Le Mali a appelé la France à son secours. La RDC a jusqu'ici plutôt adressé ses appels à l'ONU ou à des organisations internationales africaines. C'est peut-être tout simplement réaliste. La France est en position « délicate » dans les Grands Lacs depuis « Turquoise » et n'a pas d'intérêts économiques directs dans la région. La Belgique n'a tout simplement pas les moyens militaires nécessaires (sauf à faire, comme au Mali, de la figuration intelligente dans une opération internationale). Et, même si l'étoile de Kagame a nettement pâli ces derniers temps, rien n'indique que les USA soient déjà prêts à laisser l'ONU autoriser une opération militaire contre lui. Car les états-majors occidentaux ne peuvent pas ignorer qu'établir une pax durable dans les Grands Lacs implique nécessairement la destruction violente⁶ du régime de Kagame (et sans doute aussi de celui de Museveni).

A cela s'ajoute une considération subsidiaire : il est bien connu de tous que le pouvoir en lace à Kinshasa ne repose sur aucune légitimité démocratique⁷ et qu'il s'efforce beaucoup

⁵ Elle consistait à faciliter l'évacuation des FAR, Interahamwe et autres en direction de « sanctuaires » établis, avec la bénédiction de Mobutu, en territoire zaïrois. Pour cela, il fallait entraver l'avance du FPR, d'où l'accusation envers les Français de « complicité dans le génocide » dont ils auraient augmenté la durée en retardant les « sauveurs » du FPR.

⁶ J'écris « violente » non parce que je serais agressif, mais parce que l'on peut déjà prévoir que Kagame n'acceptera pas de céder pacifiquement sa place.

⁷ Il faut rappeler que les élections du 28/11/11 ont été organisées, tout comme celles de 2006, en faisant voter un « corps électoral inconnu », faute de recensement préalable de la population. Ce fait à lui seul suffirait à en « plomber » gravement la crédibilité. Elles ont, par-dessus le marché, été entachées de fraudes et de manipulations à un point tel qu'elles ont donné des résultats qui, en réalité, sont encore inconnus. Les fraudes les plus importantes ayant eu lieu au niveau des centres de compilation, on ne pourrait se rapprocher de la « vérité des urnes » qu'en se référant aux PV des bureaux de vote, dernière opération publique et vérifiée par des

moins de gagner la guerre de l'Est que d'utiliser l'urgence nationale et le thème de la « patrie en danger » pour essayer de se gagner des soutiens. Cela n'incite personne à foncer tête baissée dans une intervention que l'on se verra reprocher plus tard !



Réfugiés

Aspects cachés de la Guerre de l'Est

La France, disent certains, n'est pas intervenue militairement en RDC, où la situation est beaucoup plus désespérée que celle du Mali, alors que, dans son discours au sommet de la Francophonie à Kinshasa, le chef de l'État français avait promis d'œuvrer pour l'intégrité de ces deux pays francophones.

Cette *situation beaucoup plus désespérée que celle du Mali* est question d'appréciation, donc de critères utilisés pour l'évaluer. Lorsque l'on dit que la Guerre de l'Est est une tragédie sans précédent, l'on se place avant tout sous l'angle des pertes humaines. La somme des souffrances infligées aux populations touchées, le calvaire qu'on leur impose, sont de nature à faire penser que les records de Léopold II et même d'Hitler pourraient être battus. Mais les larmes qu'une guerre fait couler n'ont malheureusement aucune répercussion sur son déroulement, ses objectifs ou son résultats.

Si l'on regarde les deux conflits d'un œil froid, indifférent à la souffrance humaine, le tableau est très différent.

Le Mali était envahi au moins à moitié par les rebelles et ceux-ci poursuivaient leur avance, bien décidés à atteindre la capitale. Il y a là, de manière caractérisée, une volonté de prendre le pouvoir par la violence, de détruire l'état existant et de le remplacer par une « république islamique basée sur la « charya », sans aucun souci de concession ou de négociation.

En RDC, le M-23 ne contrôle même pas 1/10^e du pays et il est à plusieurs milliers de kilomètres de Kinshasa. Depuis longtemps, les « rébellions de l'Est » suivent un scénario immuable : militairement, on contrôle certains territoires frontaliers avec le Rwanda et l'on s'empare soit de Goma, soit de Bukavu, deux villes collées à la frontière rwandaise. Cela

témoins. Les chiffres de la CENI ne s'accompagnaient pas de ces PV, les chiffres publiés par l'UDPS, non plus. L'Eglise n'a jamais publié les résultats partiels constatés par ses observateurs. On n'a donc que des résultats dont la crédibilité est nulle. Les législatives ont été dignes de la présidentielle, sinon pires. Mais la CSJ a entériné les résultats de la présidentielle et des législatives. Le temps s'est écoulé, les résultats des élections demeureront à jamais inconnus. Toute autorité prétendue ne relève plus que de la force, de l'intimidation, d'un coup d'état de fait. Le principal ressort de ce coup d'état consiste à progresser, comme si de rien n'était, dans les tâches qui suivent normalement une élection et à mettre le pays et le monde devant le fait accompli.

s'accompagne de déclarations fort ambitieuses sur leur « volonté de renverser le pouvoir de Kinshasa ». Mais, dans la pratique, si les déclarations sont à longue portée, les opérations restent étroitement confinées aux zones frontalières⁸. Ces rodomontades s'accompagnent de l'exigence de négociations, au sujet duquel **Le Potentiel** du samedi 19 janvier 2013 souligne: « *En Rdc, chaque négociation d'un accord de paix correspond un nouveau processus d'intégration et de brassage au sein des forces armées et de la police* ». Comme à Sun City en 2002 et Goma en 2003, le M23, poussé par son patron, le Rwanda, réclame aussi le même traitement. Pour ce journal, « *Les revendications du M23 tiennent à un schéma savamment concocté. Il s'agit de fragiliser la Rdc en infiltrant son système de défense et de sécurité* ».

Dans le monde entier, ceux qui embrassent le métier des armes espèrent, comme dans tout autre métier, faire carrière. Tour jeune sous-lieutenant se voit dans ses rêves avec les étoiles de général. La particularité du Congo, c'est que, depuis l'indépendance (voir la carrière de Mobutu) la politicaille, les trafics, les trahisons et les mutineries sont des moyens d'avancement plus rapides que le service ou l'héroïsme. Le remède est connu : il faut que tout soldat sache que, s'il se mutine, quelle qu'en soient les raisons, il sera fusillé. Au Congo, au contraire, il sera promu.

Au cours des négociations, les exigences sont toujours les mêmes : l'impunité, des grades dans les FARDC et ne pas quitter la région. Pourquoi ? Parce que c'est dans cette région qu'il y a des richesses à exploiter !

Elles sont multiples, mais la vedette est indéniablement détenue par le coltan.

C'est quoi, le Coltan?

- L'or blanc.
- Coltan est l'abréviation de deux noms de minerais: colombium et tantalite,
- Il est naturellement très rare.
- C'est une ressource stratégique, essentielle au développement des nouvelles technologies.



Col + tan = coltán



A quoi sert-il?

A la fabrication de:

Telephones cellulaires, GPS, satellites, armes téléguidées, TV à plasma, consoles de jeux video, PC portables, PDA, MP3, MP4, engins spatiaux, **missiles**, jouets électroniques, appareils photo ...



Qui tire profit du coltan?



⁸ Du fait de la prise de Goma, qui a aussi inauguré la « guerre de l'AFDL » en 1996, certains en profitent pour ranger celle-ci parmi les interventions rwandaises. Il est exact que Laurent Kabila a pris Goma, mais il n'y est pas resté ! C'est toute la différence entre une guerre et une opération économique violente comme celles qui se succèdent à la frontière rwandaise et ne s'en écartent pas.

Comment s'extrait le coltan?

- Les méthodes de travail sont similaires à celles des anciens chercheurs d'or du Far West



Le creuseur de coltan



- Un bon ouvrier peut produire un kilo de coltan par jour. Le revenu d'un ouvrier congolais moyen est de \$ 10 par mois, alors qu'un creuseur de coltan gagne de \$ 10 à \$ 50 par semaine.

Le récent boom technologique a fait monter le prix du coltan à 500 dollars le kilo. Des firmes comme Bayer, Nokia et Sony peuvent se le permettre.

Qui travaille dans ces mines?

- Des jeunes paysans ou éleveurs qui abandonnent la campagne.
- Des gens ruinés par la guerre.
- Des prisonniers de guerre.
- Des milliers d'enfant, dont les petits corps peuvent ramper loin sous terre.

Sous la surveillance incessante de soldats

Conséquences de cette situation

- Campagnes et forêts à l'abandon.
- Filles et garçons ne vont plus à l'école.
- Nombreuses maladie par manque d'eau potable, de nourriture, journées exténuantes ... SIDA et finalement mort.
- Divers groupes armés contrôlent les mines.
- Chaque kilo de coltan extrait coûte la vie de deux enfants.



Autres conséquences de cette situation

- Des milliers de travailleurs forcés.
- Des milliers de civils fuyant leur foyer.
- Des millions de réfugiés.
- Viol des anciens, femmes et filles.



Qui finance le conflit?



- Un rapport de l'ONU a mis à jour le pillage des ressources naturelles du Congo.
- Il démontre que le Rwanda, l'Ouganda et le Burundi sont impliqués dans le trafic de coltan du Congo, et utilisent les profits ainsi dégagés pour continuer la guerre.
- On estime que le Rwanda reçoit au moins 250 millions US\$ par 18 mois pour la vente de coltan, bien que le Rwanda n'ait pas de coltan.

Tous les pays impliqués dans le conflit nient avoir pillé les ressources naturelles du Congo.

Pourquoi ne pas mettre fin à la guerre?

Des multinationales comme:

Nokia
Alcatel
Apple
Nikon
Ericson
Bayer
...

sont citées comme pillardes dans le rapport de l'ONU.

Elles financent la guerre et soutiennent des gouvernements corrompus.



Pourquoi ne pas mettre fin à la guerre?

- Parce que les principaux producteurs d'ordinateurs, de téléphones, de jeux vidéo... **Ne veulent pas qu'elle prenne fin,** et ont l'appui de leurs gouvernements. **Les médias n'en parlent pas.**
- Si la guerre s'arrêtait, on ne ferait plus d'affaires avec le coltan. Plus de 5 millions de morts? On s'en fout !!!



Cet exposé est schématique. Je l'ai repris à un montage dia fait par une organisation de jeunesse italienne. Le coltan n'est pas seul en cause. Le raisonnement peut tout aussi bien s'appliquer ç d'autres terres rares, à la cassitérite, à l'or, etc... Mais la place du

coltan dans cette affaire est exceptionnelle. Ce minerai se rencontre pour 80% en Afrique. Et les gisements congolais représentent 80% de ces 80%. La RDC possède donc plus de la moitié des réserves mondiales d'un minerai précieux, puisqu'il est rare et indispensable aux technologies de pointe, civiles ou militaires. Cela touche donc à toutes les sources de la richesse et du pouvoir : l'argent, la science et la puissance militaire.



© Béatrice Petit. 2008

Cela confère à la Guerre de l'Est un caractère nouveau, qui exige en fait de reconsidérer totalement ce que signifie le mot même de « guerre ». Et la comparaison entre la situation malienne et la situation congolaise peut y aider.

Au Mali, l'on a affaire à une guerre d'un type bien connu : deux groupes s'affrontent pour la conquête du pouvoir dans un état donné. On connaît cela depuis la plus haute antiquité. Cela peut se terminer par la victoire des uns ou des autres, par un compromis partageant le pouvoir ou par la scission d'un grand état en deux petits. Peu importe. L'important, c'est que ce genre de guerre se termine.

Beaucoup de commentaires congolais reposent sur des précédents historiques du type « *Vous n'aurez pas l'Alsace et la Lorraine* ». On prête au Rwanda des velléités d'annexion de tout ou partie des Kivu, ou de création d'un « Kivu indépendant » fantoche. C'est le thème célèbre de la « balkanisation ». Il repose sur certains faits, dont le plus évident est la propension avérée du Rwanda à se mêler sans cesse des affaires de son voisin.

Toutefois, cela ne répond pas à une question. Pourquoi, alors que cette guerre se prolonge depuis bientôt vingt ans et que les forces armées congolaises n'ont jamais eu le dessus, l'annexion ou la création de l'état fantoche n'ont-ils jamais eu lieu ? Croit-on que Kagame aurait été intimidé par une « levée de boucliers » de l'ONU, de l'UA ou de tout autre élément de la « communauté internationale » ? Bien sûr, on aurait poussé les hauts cris et

prononcé des discours d'une belle et haute inspiration. L'on a fait la même chose à propos de l'annexion du Tibet par la Chine, ou de l'absorption par le Maroc du Sahara occidental. L'on aurait crié, mais l'on n'aurait pas agi, surtout si la chose s'était produite au tout début de ce siècle, quand l'éclat de l'étoile rwandaise n'était pas encore terni et que Kagame était pour les USA et l'ONU l'enfant chéri qu'on pouvait tout se permettre.

Au lieu de cela, on assiste au cercle vicieux que l'on connaît : la guerre « tiède » ordinaire (occupation de territoires par des milices et exactions sur les populations) fait soudain place à la guerre « chaude ». On s'affronte entre FARDC et « rebelles », Bukavu ou Goma sont prises ou menacées. Les « bons offices internationaux » interviennent. On pousse les parties à négocier. Divers représentants des puissances, quelques médiateurs et facilitateurs exécutent un petit ballet. Des « accords » semblables aux précédents et identiques à ceux qui suivront sont signés. Embrassades. Vin d'honneur. Galons et décorations pour tout le monde, « rebelles » compris. Retour de la paix, c'est-à-dire de la « guerre tiède ». **Elle doit continuer puisque c'est elle qui assure la production du coltan au plus bas prix.**

Quelle serait la conséquence économique d'une paix réelle ? Que les régions troublées par la guerre restent congolaises, deviennent rwandaises ou forment désormais un état indépendant, elles seront désormais placées sous l'autorité d'un gouvernement à qui personne ne contestera l'exercice de ses droits régaliens. Les paysans retourneront à la terre et si l'on veut les attirer vers le travail des mines il faudra offrir aux mineurs un salaire motivant. Il faudra faire un minimum de dépenses pour la sécurité du travail. Le travail des enfants sera, sinon interdit du moins limité. Des taxes sur les bénéfices des mines et sur l'exportation de leurs produits seront levées. Certes, on est en Afrique et beaucoup de ces mesures pourront être contournées. Mais, pour les contourner, il faudra « graisser la patte » à des fonctionnaires et la corruption aussi, cela coûte.

Il y a unanimité pour admettre que la cause première de cette guerre est l'exploitation des minerais de l'Est du Congo. Si l'on admet cela, il faut admettre aussi que l'on cherchera à ce que cette exploitation se fasse au moindre coût. Or, nous venons de voir que toutes les issues possibles de la guerre, y compris la « balkanisation » ou l'annexion, mèneraient à une majoration de ces coûts. La conclusion est simple, aussi logique, cruelle et inhumaine que le capitalisme lui-même : la situation de « guerre », c'est-à-dire d'obtention du travail quasi gratuit par la terreur liée à l'occupation de territoires par des milices, aux meurtres, viols et autres exactions sur les populations ; est celle qui engendre des coûts minima. **Il faut donc que la guerre se prolonge indéfiniment.**

La « Guerre de 'Est » est une guerre d'un nouveau type, qui n'a de précédents que dans les expéditions de chasse aux esclaves de l'époque de la traite ou dans la politique de terreur de Léopold II. Elle ne confronte pas des nations ou des idéologies, mais oppose la bourgeoisie mondiale à sa main d'œuvre.

Responsabilités congolaises

Si cela est vrai, cela a deux conséquences désagréables.

La première, tous les Congolais peuvent l'expérimenter quotidiennement : il sont seuls, puisque désormais il n'y a plus au monde de puissance qui ne soit aux mains de la bourgeoisie capitaliste. Le Congo est définitivement et tragiquement seul.

La seconde, c'est que si l'ennemi est la bourgeoisie mondiale, la bourgeoisie congolaise en fait partie. Cela est perçu, mais obscurément, et, dans une certaine mesure, mal perçu. On le perçoit non en termes de classes, mais en termes de nationalité. Les Congolais

ont une conscience assez forte de leur nationalité, mais une conscience plutôt faible de leur classe sociale.

J'avoue être perplexe devant des textes comme le célèbre « *There is no Congo* », qui nient l'existence de la nation congolaise. Ils ne font d'ailleurs en général qu'exposer la déliquescence de l'Etat RDC, ce qui est tout autre chose, ou coller l'étiquette « séparatisme » sur divers incidents historiques qui n'en étaient pas. Personnellement, en quarante ans de fréquentation presque quotidienne – dont plusieurs années au Katanga, toujours soupçonné de « sécessionnisme » –, je n'ai jamais rencontré ces « Congolais qui voudraient ne pas l'être ». L'existence de sentiments d'appartenance tribale ou régionale ne les empêche pas, dans l'ensemble, d'être attachés au Congo et de désirer qu'il subsiste dans ses frontières actuelles. Il n'y a certes qu'un état brinqueballant au Congo, mais il y a un sentiment national congolais.

Mais, précisément, ce sentiment de leur nationalité les mène à poser le problème de la guerre en termes de nationalités. Ils se posent la question de complicités congolaises, mais ils la posent en supposant qu'un traître congolais ne peut être qu'un faux congolais et plus précisément un « rwandais déguisé ». Ils ne font pas le raisonnement qu'ils devraient faire : « L'appartenance à une classe prime sur tout, donc un bourgeois congolais est avant tout du parti de la bourgeoisie (y compris les assassins pillards de coltan) avant d'être solidaire des autres congolais ».

J'ai décrit ailleurs ⁹ les origines lointaines du phénomène « zaïrwandais » et exposé comment Mobutu, cherchant à créer de toutes pièces une bourgeoisie congolaise jusque là inexistante et s'appuyant partout sur des minorités, avait malencontreusement choisi, sur le conseil de Bisengimana, de choisir ses auxiliaires du Kivu parmi les « zaïrwandais ». Cela les a fait bénéficier de la complicité de l'ensemble de la bourgeoisie mobutiste, qui n'a malheureusement pas été éradiquée après mai 1997.

La part de responsabilité de Laurent-Désiré Kabila dans la situation actuelle de la RDC est facile à définir. Si l'on avait dénazifié l'Allemagne avec autant de légèreté que l'on a « démobutisé » le Congo, Goering aurait pu y être ministre vers 1950 ! L'on n'a pas procédé, après mai 1997, à un « grand nettoyage », alors qu'on en avait l'occasion. Les raisons de cette carence de Mzee peuvent être multiples et ne sautent pas forcément aux yeux. Nous y reviendrons.

Mais avant cela, je voudrais préciser ce qu'il faut entendre exactement par « grand nettoyage ». Dans un contexte aussi passionnel, si l'on utilise ces mots, le risque est grand, en effet, d'être pris pour un personnage sanguinaire rêvant d'épuration par la guillotine, les pelotons d'exécution ou les camps de travail à régime sévère. Ce n'est pas de cela qu'il s'agit, et peut-être que c'est dommage et que le bain de sang aurait été salutaire. C'était exclu pour une raison fort simple : l'élimination physique de tous les coupables de complicité grave avec le régime tombé aurait amené la disparition d'une partie trop importante de la population, et la rééducation de ceux dont les fautes ont été vénielles aurait demandé la construction d'institutions pénitentiaires géantes. La RDC ne pouvait se permettre ni l'un, ni l'autre. Et, de toute manière, les séquelles de trente ans de mobutisme ne pouvaient s'effacer en un jour.

Mais il aurait été indispensable de prendre deux mesures élémentaires :

- Frapper de dégradation nationale tout le personnel politique, militaire, judiciaire, administratif, ... de l'époque mobutiste au-dessus d'un certain grade. Cette peine, parfois dénommée « mort civile », comporte exclusion du droit de vote ;

⁹ Cfr « *Pourquoi le Congo va-t-il si mal ?* » « *Dialogue Est le sac de nœuds* », etc...

inéligibilité ;
exclusion des fonctions publiques ou semi-publiques ;
perte du rang dans les forces armées et du droit à porter des décorations ;
exclusion des fonctions de direction dans les entreprises, les banques, la presse et la radio, de toutes fonctions dans des syndicats et organisations professionnelles, des professions juridiques, de l'enseignement, du journalisme ;
interdiction de garder ou porter des armes,
éventuellement, des interdictions de séjour et la confiscation de tout ou partie des biens, suspension du versement des retraites.

- Confisquer purement et simplement toutes les fortunes au-dessus d'un plafond à déterminer, tous les biens supérieurs à l'aisance qu'un Congolais pouvait se permettre en 1960 devant, sauf preuve du contraire, être le fruit de passe-droits, corruption, spoliations, etc...

Ces confiscations n'auraient bien sûr pas dû servir à des redistributions individuelles à une nouvelle classe de « petits copains ». Elles auraient dû avoir lieu au bénéfice des propriétaires collectifs autrefois spoliés. L'on a préféré la formule creuse de « Révolution-Pardon ». Les spoliateurs et leurs descendants continuent donc à tenir le haut du pavé, cependant que les allées du pouvoir sont hantées de dinosaures mobutistes.

Bien sûr, une partie de ces personnes tiennent aujourd'hui le haut du pavé à Kinshasa, après avoir passé quelques années dans un prudent exil, à l'ombre rassurante de leurs coffres-forts, dans des pays divers qui se sont empressés d'ouvrir le bras aux « exilés politiques fuyant Kabila-le-dictateur ». Ben voyons ! D'autres ont eu simplement à adopter momentanément un profil bas en attendant des jours meilleurs. (Le déploiement de haine contre LDK laissait prévoir qu'il ne tarderait pas à être éliminé).

Cela a tenu sans doute à la fois à la nécessité d'éviter de donner prise à l'accusation d'effectuer des « purges staliniennes », à la difficulté d'organiser une répression à l'échelle nationale, et à une certaine tendance à l'indulgence, basée sur l'idée que les Africains sont moins coupables de leurs fautes que leurs instigateurs (supposés implicitement être toujours étrangers). Il faut faire aussi la part d'une certaine dose de calcul : le pardon devait permettre de rapatrier et d'investir en RDC les sommes « planquées » à l'étranger. LDK a tenu des propos en ce sens mais aucune mesure concrète ne fut jamais prise, telle que la fixation d'un certain délai pendant lequel le retour des personnes et des biens devrait avoir lieu, faute de quoi... (Il est vrai que cela aurait supposé des sanctions qui n'ont jamais été envisagées).

Il y a eu peu de critiques à l'égard de Mzee au sujet de son indulgence envers les mobutistes. Par contre, il y en a eu beaucoup en ce qui regarde son attitude envers les gens de l'Est, d'ailleurs tous qualifiés un peu vite de « Rwandais ». La question d'une certaine naïveté de sa part reste cependant entière.

Il semble bien que beaucoup de Congolais, et parmi eux LDK, méritent le même reproche que Mobutu : ils ne se sont pas rendu compte de ce qu'à partir de 1990, avec la guerre déclenchée par le FPR, et surtout de 1994, après sa prise de pouvoir, la situation – et en conséquence, l'attitude – des « zaïrwandais » était en train de changer du tout au tout.

A l'origine, ces gens ont eu une attitude classique d'immigrants : prêts à tout pour se faire accepter. C'est même ce qui les a jetés dans les bras de Mobutu ! Mais si leurs manœuvres sont parfois très contestables, s'ils saisissent les occasions d'acquérir influence et richesses et ne s'embarrassent pas trop de scrupules, leur but est de s'enraciner au Congo. Bisengimana a établi en leur faveur des possibilités bien trop élastiques d'acquérir la nationalité congolaise, mais c'était bien là leur but. Il s'agissait alors de gens qui n'attendaient plus rien du Rwanda et cherchaient à s'installer en RDC en disant définitivement adieu à un pays qui leur était hostile. Les Congolais pouvaient d'autant moins s'y opposer que

l'hospitalité, le secours à ceux qui sont dans la détresse, sont des traditions bien enracinées chez les Bantous, qu'il y avait aussi, chez les nationalistes, la tradition panafricaine de considérer tous les Noirs comme des « frères » et que, dans le chef du Mzee lui-même, il y avait aussi la tradition de « l'internationalisme prolétarien ».

Le problème de « congolité » des « zaïrwandais » n'a existé, au départ, que parce qu'il était lié aux spoliations, dont les bénéficiaires devaient obligatoirement être « zaïrois ». Contester la « congolité » était un moyen d'atteindre par la bande ce que l'on ne pouvait toucher directement : la propriété. Un paysan nande ne diffère en rien d'un paysan normand, chinois ou ardennais. Si on lui prend son champ, peu lui chaut la nationalité du voleur ! Ce qu'il veut, c'est son carré de patates.

A partir des changements survenus dans les années '90, la situation des mêmes « zaïrwandais » devint tout à fait différente. Il leur était désormais possible de jouer sur deux tableaux. D'autant plus que l'accent s'était déplacé des richesses du sol à celles du sous-sol et que l'on pouvait à présent exploiter les « minerais de sang » au Congo et les exporter via le Rwanda.

Que la « purge des mobutistes » n'ait pas eu lieu est un malheur pur la RDC, quelle que soit la région que l'on considère. Mais, pour les Kivu, ce fut particulièrement catastrophique.

La guerre continue

Plus d'un observateur, notamment les ONG présentes à proximité, ont fait remarquer à plusieurs reprises que la Guerre de l'Est du Congo ne devrait pas s'apprécier suivant des paramètres élaborés à partir des guerres européennes du XX^e siècle, où l'armée ennemie était la cible principale, mais qu'il faudrait plutôt mesurer cette intensité au nombre, à la fréquence et à l'intensité des maux infligés aux civils, en particulier aux femmes, le viol étant une arme dans cette guerre, et peut-être même l'arme principale.

En effet, il est pour le moins curieux de voir cette réalité (civil= cible, viol= arme), reconnue presque universellement, demeurer sans conséquences dans l'appréciation de la sécurité, où l'on continue à compter en cadavres militaires et en obus. Reconnaître que les souffrances imposées aux civils sont la caractéristique de cette guerre, puis accepter que les observateurs chargés d'en apprécier l'intensité se comportent comme s'ils observaient la guerre de 40, c'est comme si, ayant verger plein de pommiers donnant des pommes qui, une fois mûres, sont d'un beau rouge vif, on engageait pour les cueillir uniquement des daltoniens !

Cette violence a pour but de briser le moral des populations et de les rendre suffisamment « souples » pour accepter l'esclavage. On l'a dit dans différentes enceintes internationales : la guerre de l'Est a avant tout un motif économique. Il n'est pas nouveau de se battre pour des marchés ou des matières premières, mais ici la guerre, c'est-à-dire la création d'une ambiance de terreur, fait partie intégrante de l'appareil de production, puisqu'elle sert à obtenir le travail gratuit d'une population d'esclaves. Et cela est fort inquiétant. C'est même lourd de menaces !

Le décompte des obus et autres paramètres façon « 40-45 » permet, en se focalisant sur les soldats, de négliger la VRAIE guerre, celle qui sert à réduire les civils en servitude, elle détourne aussi l'attention du fait que tout le monde se sert de ces esclaves. Les rapports de diverses organisations humanitaires sur ce que doivent subir les civils congolais de l'Est, et en particulier les femmes, sont le plus souvent lus et parfois rédigés- comme si l'on se proposait d'en faire des actes d'accusation contre telle partie en cause ou au contraire pour les

rejeter dos à dos¹⁰. On se soucie moins de l'impression globale, qui a pourtant le plus de chance d'être vraie car elle ne dépend pas d'une interprétation: tout le monde met la main à la pâte et, globalement, les hommes en uniforme, même s'ils se tirent parfois dessus, ne forment plus qu'une seule classe de bourgeois exploités en kaki¹¹. On en arrive à se demander si, quand on se met à tirailler entre un groupe X de « patriotes congolais » et un groupe Y « milice pro-rwandaise » on ne se trouve pas en fait devant deux groupes de gangster se disputant un territoire de racket à la façon d'Al Capone, c'est-à-dire à la mitrailleuse.

Veut-on une preuve que tout cela ne fait que continuer la situation créée sous Mobutu et que, bien plus que rwandaise ou congolaise, l'exploitation est bourgeoise et internationale ? Il suffit d'examiner les activités et les moyens d'existence des militaires de haut grade. Les exploits des officiers supérieurs congolais, non pas sur le champ de bataille, mais sur le terrain plus fructueux des affaires, sont de notoriété publique. Il ne se passe pratiquement pas de semaine sans qu'il soit question dans les journaux congolais des 11 villas du général Machin, ou du lancement du dernier bateau de la flotte du colonel Trucmuche. Et la chose est mise sur le compte des détournements de la solde des militaires, de l'argent de leur nourriture, etc... A voir l'ampleur du phénomène, toutefois, on peut douter ! Le détournement de tout le budget de la Défense suffirait-il à expliquer le train de vie des « généraux affairistes » ? Ne devrait-on pas chercher aussi ailleurs ?

A cette lumière, l'obstination d'un certain nombre de hauts gradés à vouloir rester dans les régions frontalières, refusant jusqu'à l'indiscipline avérée toute autre affectation, apparaît sous un jour nouveau. A côté de l'ethnisme et de la participation à un « noyautage pro-rwandais », on voit des préoccupations plus matérielles s'y faire jour. Il s'agit tout simplement de l'attachement à un terroir que l'on exploite, aux bénéfices que l'on en retire et à la guerre elle-même qui sert de paravent à l'un et à l'autre. Une fois obtenus les produits extraits par les esclaves, il faut en faire la contrebande pour les monnayer. Or, jusqu'ici, il n'a jamais été question d'autres filières que celles qui vont vers l'Est, au Rwanda et en Ouganda. Ce qui mène à la conclusion que non seulement on s'entend comme larrons en foires, toutes armées confondues, pour exploiter le civil, mais que ceux de ces larrons qui appartiennent aux FARDC ne peuvent tirer profit de leur trafic que par l'intermédiaire de ceux-là même qu'ils sont censés combattre.

¹⁰ Il faut bien reconnaître aussi que la lecture congolaise des faits est parfois scandaleusement asymétrique. Le « massacre de Noël 2008 », dans la PO, attribuable à la LRA ougandaise, qui a fait près de 1000 morts, a fait beaucoup moins de bruit, dans l'opinion publique, que la mort d'une centaine de personnes en février 2009, au Nord-Kivu. Mais celles-ci avaient été victimes des FDLR rwandais !

¹¹ A titre d'exemple, cette nouvelle de Radio Okapi, diffusée le 05/10/12 sous le titre « *une ONG accuse les miliciens d'avoir violé une centaine de femmes en Ituri* »

La présidente de l'Association des femmes congolaises pour le développement de Niania (Afecoden) accuse les militaires et les rebelles Simba de Paul Sadala alias Morgan d'avoir violé, en juin dernier, 113 femmes au cours de leurs trois derniers accrochages dans les localités d'Epulu, de Bandengaïdo et de Salate, en Ituri (Province Orientale). Cette ONG a demandé au gouvernement de s'investir pour le retour d'une paix durable dans cette région, située à 350 km de la ville de Kisangani, chef-lieu de la province. « *Lorsque j'ai accueilli ces femmes, en les interrogeant, les unes disent que ce sont des rebelles qui les ont violées tandis que les autres accusent des Forces armées de la RDC (FARDC)* », a déclaré la présidente de l'ONG Afecoden. Elle a indiqué que ces femmes dont trente jeunes filles ont perdu leurs maris creuseurs d'or, tués par des rebelles Simba de Morgan. Selon la même source, 41 femmes ont été abandonnées par leurs maris à cause des viols qu'elles ont subis. Actuellement, elles vivent dans des conditions déplorables avec leurs enfants. Ces victimes de viol demandent au gouvernement de faire de son mieux pour les aider et sécuriser la région, en proie à des groupes armés

Et ici aussi on pourrait tirer un parallèle avec Léopold II. Lui aussi, pour assurer la rentabilité maximum du travail forcé, rémunérait mal ses agents, mais leur offrait d'intéressantes primes sur la production de caoutchouc, de manière à ce qu'ils stimulent au maximum la « productivité », obtenue dans les conditions que l'on sait. Etant ainsi établi qu'un certain nombre d'affairistes en uniforme tirent le plus grand profit de la guerre telle qu'elle est : une guerre à la Léopold II qui est avant tout une affaire profitable, il devient évident qu'ils n'ont intérêt ni à quitter les lieux, ni à voir finir cette guerre. Et il n'est pas étonnant que Kinshasa ne les contrarie guère, sans qu'il faille pour cela en appeler à quelque mystérieuse conspiration. C'est la solidarité de classe au sein de la bourgeoisie qui continue.



© Béatrice Petit. 2008

RDC

Une étrange « opinion scientifique objective ».

Ils sont au nombre de vingt. Ils se disent artistes, écrivains, chercheurs et professeurs d'universités. Du Congo et d'ailleurs. Ils ont écrit au secrétaire général des Nations Unies une lettre dans laquelle ils prennent fait et cause pour le M23, le Rwanda et l'Ouganda, rapporte **Le Potentiel** du 18 janvier 2013 sous le titre: «*Balkanisation de la RDC : Un groupe d'intellectuels africains à la solde du Rwanda* ».

Selon **Le Potentiel**, leur intention est de noyer le discours de balkanisation de la RDC qui prend de l'ampleur au pays et à l'étranger. Peine perdue car, l'éveil de conscience a atteint un point de non retour et ne pourra pas s'estomper du fait de quelques épistoliers de mauvaise foi. En apparence, des négriers des temps modernes.

Sans aucune considération pour le Congo et le peuple congolais, ils prétendent exhumer des écrits qui pourraient justifier la remise en cause des frontières héritées de la colonisation. Cela s'appelle affront et mérite que l'on s'y attarde, estime **Le Potentiel**.

Ces titres et commentaires fulminants concernent la parution, notamment sur le site **Afrikarabia** sous le titre "Pourquoi accuser le seul M23 ?", d'une « lettre ouverte à Ban Ki-Moon », introduite, chez **Afrikarabia** de la façon suivante «*Des écrivains, artistes, chercheurs et professeurs des universités interpellent le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki*

Moon sur la situation dans l'Est du Congo. Dans une lettre ouverte que nous publions, ces intellectuels dénoncent une "lecture partielle" et "réductrice" du conflit qui sévit dans les Kivus. S'ils reconnaissent "la nécessité d'une attitude ferme vis à vis du M23" et du Rwanda, accusé de soutenir les rebelles, ils considèrent que "s'acharner contre une seule rébellion" ne fait qu'occulter le rôle des dizaines d'autres groupes armés.

En voici le texte :

Monsieur le Secrétaire général,

Nous, écrivains, artistes, chercheurs et professeurs des universités, qui suivons de près la situation dans l'Est du Congo, avons décidé, par la présente, de nous adresser directement à vous sur une question dont dépendent la sécurité et le mieux-être de millions d'hommes et de femmes mais aussi la stabilité de toute la région des Grands Lacs et, plus largement, du continent africain.

Nous souhaitons avant tout, par notre geste, attirer votre attention sur une lecture que nous jugeons partielle et réductrice de la situation actuelle dans cette partie de l'Afrique. Une telle lecture est aujourd'hui imposée par les rapports de certains experts internationaux adeptes du « single-issue », consistant à faire fi de la complexité d'un phénomène pour en donner une explication unique et forcément simpliste. L'enquêteur principal Steve Hege et son équipe, que vous avez nommés, ont ainsi choisi d'accabler dans leurs conclusions le seul M23, pendant que d'autres mouvements rebelles opérationnels depuis 1994 et extrêmement nuisibles sont soit oubliés, soit passés sous silence pour des raisons qui nous inquiètent et nous interpellent. Cette interprétation orientée, porteuse de tous les dangers, est condamnée à être contre-productive en l'absence d'une vision globale du problème congolais, prenant en compte toutes ses ramifications politiques, économiques et socioculturelles. Nous ne comprenons pas que ces enquêteurs aient choisi d'ignorer l'existence des groupes armés- en particulier, et de manière très significative, des FDLR - responsables d'un chaos sanglant à l'Est du Congo. Nous vous invitons aussi à prendre au sérieux, à la différence de vos prédécesseurs jusqu'en 1994, les signes avant-coureurs d'un embrasement général de la région et, chose tout aussi troublante, les incitations publiques à la haine et au massacre des populations congolaises d'expression kinyarwanda.

Monsieur le Secrétaire général,

Nous apprécions à sa juste valeur le choix de l'ONU de s'investir dans la stabilité du Congo à travers plusieurs missions. Il ne fait aucun doute que ses différentes opérations ont été d'une grande aide pour les populations congolaises sans défense. Nous n'en pensons pas moins qu'il ne sert à rien de traiter les effets d'une politique au lieu de s'attaquer aux causes réelles du mal. Il est temps que ce peuple, victime hier d'une exploitation coloniale féroce et, depuis l'indépendance, de la voracité des compagnies occidentales, chinoises et sud-africaines et de régimes tyranniques et prédateurs, puisse jouir des droits que seul peut lui garantir un Etat digne de ce nom. En effet si le Congo, ce pays aussi étendu que toute l'Europe occidentale et aux ressources naturelles quasi inépuisables, est aujourd'hui sans armée ni Etat, ce n'est pas la faute du Rwanda encore profondément traumatisé par un des pires génocides du vingtième siècle et faisant toujours face à la menace que font peser sur sa sécurité des génocidaires bien décidés à « finir le travail » entamé en avril 1994. Notre conviction est que si le Congo, qui aurait dû être le géant de l'Afrique en est le ventre mou, c'est aussi parce qu'il ne s'est jamais résolu à faire l'inventaire d'expériences coloniale et néocoloniale particulièrement dévastatrices. Il est impérieux pour ce grand peuple de méditer un moment-clé de son histoire, le meurtre de Patrice Lumumba qu'il n'en finit pas d'expier puisqu'il a balisé le chemin du pouvoir à Mobutu Sese Seko. Et chacun sait avec quelle rapacité ce dernier a mis son pays à genoux pendant trente-deux longues années, en complicité avec des puissances étrangères, avant de le laisser complètement exsangue à sa chute.

Monsieur le Secrétaire général,

Nous reconnaissons la nécessité d'une attitude ferme vis-à-vis du M23, et d'une mise en garde responsable de tous les pays frontaliers du Congo, dont le Rwanda, pour qu'ils s'abstiennent de tout appui à cette nouvelle rébellion qui risque d'embraser, une fois de plus, la région et de plonger ses habitants dans d'effroyables souffrances. Nous avons toutefois du mal à accepter la logique sélective de ceux qui s'acharnent contre une rébellion récente pour mieux occulter le rôle dans le conflit de plusieurs groupes criminels, bien plus anciens et actifs, qui ont recours à une violence ouverte et massive. Ce silence témoigne à notre avis d'un choix délibéré d'induire l'opinion internationale en erreur. Voilà pourquoi nous tenons à rappeler que plusieurs rébellions opèrent dans le Sud-Kivu, le Nord-Kivu et le Maniema. Oxfam et 41 ONG congolaises en ont dressé la liste dans un récent rapport. Il s'agit de :

ADF : Alliance des Forces Démocratiques;

APCLS : Alliance des Patriotes pour un Congo Libre et Souverain;

FRPI : Force des Résistances Patriotiques en Ituri;

FDLR : Forces Démocratiques pour la Libération du Rwanda;

LRA : Armée de résistance du Seigneur;

M23 : Mouvement du 23 mars;

Nyatura, rébellion Hutu ;

Sheka, rébellion Nyange ;

Mayi-Mayi Yakutumba, rébellion Bembe contre la communauté Banyamulenge;

Raïa Mutomboki, rébellion Rega et Tembo

UPCP : Union des Patriotes Congolais pour la Paix;

(Source: « 164 OXFAM briefing paper, November 2012. Commodities of war. Communities speak out on the true cost of conflict in Eastern DRC, p.22»)

En plus des violences commises par les soldats gouvernementaux et les groupes armés cités plus haut contre les populations congolaises, « les preuves récemment recueillies par Oxfam, dans le cadre d'une enquête impliquant plus de 1300 personnes, dans les provinces du Nord-Kivu, du Sud-Kivu, et dans la province orientale, montrent que les soldats de l'armée nationale et les autorités civiles y compris la police, ainsi que les groupes rebelles, se battent pour le monopole de l'extorsion des biens et de l'argent des communautés locales». Il est fondamental de souligner qu'à l'exception probable du M23, tous les groupes armés opérant dans les trois régions du Kivu sont hostiles au Rwanda et aux Congolais rwandophones. Ils constituent aussi un danger certain pour la stabilité du Congo. En outre, certaines de ces rebellions menacent d'autres pays de la région. C'est le cas notamment du FNL (Front national de Libération), rébellion burundaise active dans la plaine de la Ruzizi et de deux groupes ougandais, la LRA et l'ADF, ciblant particulièrement le régime de Kampala. Aucun de ces faits pourtant lourds de sens n'est mentionné dans ces rapports très contestés et qui ont surtout contribué à jeter de l'huile sur le feu. Ce faisant, ils se sont étrangement éloignés de toute possibilité de solution concertée. Bref, ils ont découragé le dialogue initié par des pays africains de la région des Grands Lacs et alimenté la méfiance entre communautés congolaises de l'Est et entre le Congo et le Rwanda. Cette lecture tronquée, relayée par la presse internationale et locale congolaise ainsi que par les organisations des droits de l'homme, pourrait elle-même très vite générer de nouvelles violences.

Il est difficile pour un esprit rationnel de se faire à l'idée que le destin de millions d'humains puisse à ce point être tributaire des états d'âme d'un expert qui, aussi talentueux soit-il, n'est pas à l'abri de ses propres passions, voire de ses a priori idéologiques. Il apparaît très clairement que dans ce cas précis on a instrumentalisé l'appareil des Nations-Unies pour régler des comptes avec le gouvernement rwandais. Il est surprenant et inacceptable que l'ONU ait placé à la tête d'un groupe d'enquêteurs un homme qui s'est toujours montré en fin de compte si « compréhensif » à l'égard des Forces démocratiques pour la Libération du Rwanda (FDLR) Ce mouvement rebelle, constitué des vestiges de l'armée et des milices Interahamwe qui ont commis le génocide contre les Tutsi du Rwanda en 1994, s'est enrichi de nouvelles recrues dans les régions congolaises qu'il occupe depuis plusieurs années. Il continue à y commettre impunément des atrocités inouïes et, pour financer ses opérations militaires, en exploite les minerais

en toute illégalité. Il les revend sur le marché international et il serait intéressant de savoir qui sont ses clients.

Monsieur le Secrétaire général,

L'ONU savait-elle au moment de la nomination de Steve Hege qu'il est l'auteur de « Understanding the FDLR in DR Congo », texte dans lequel il s'employait déjà à réhabiliter cette organisation génocidaire, présentée comme l'émanation d'un groupe de réfugiés aux revendications légitimes ? Agacé et attristé par plusieurs tentatives de rapprochement entre les gouvernements du Congo et du Rwanda, il avouait craindre que ce processus ne marginalise le FDLR qui, écrivait-il, « se sent profondément trahi par les Congolais ».

Il s'exprimait ainsi au moment même où le président Barack Obama, alors sénateur, adressait une lettre de protestation à Condoleezza Rice, la Secrétaire d'Etat de l'époque à propos des violences sexuelles contre les femmes congolaises. Permettez-nous d'en reprendre à votre intention le passage que voici : " Les criminels – constitués de militaires congolais sans foi ni loi, de milices locales et d'anciens miliciens Hutu ayant trouvé refuge dans les forêts du Congo après avoir participé au génocide rwandais de 1994 – ont réussi à financer et entretenir des conflits armés en exploitant les ressources naturelles du pays et en s'attaquant aux villages où ils commettent d'inqualifiables atrocités."

Voilà en quels termes le président Obama exprimait son indignation contre les génocidaires repliés au Congo.

Mais ce n'est pas tout.

En 2010, dans un document intitulé « Independent Oversight for Mining In The Eastern Congo : A proposal for a third party Monitoring and Enforcement Mechanism », Steve Hege et son associé Jason Stearns, lui-même curieusement ancien investigateur des Nations-Unies sur la violence au Congo, réclamaient le droit exclusif de s'occuper de la vente des minerais de l'Est du Congo pour le compte de leur organisation non gouvernementale dénommée CIC (« Center on International Cooperation »), d'un budget annuel évalué entre 3 et 5 millions de dollars.

Ces deux hommes, à travers le projet évoqué ci-dessus ont fait état, publiquement et par écrit, de leur souhait de commercialiser les minerais de l'Est du Congo. Il est dès lors étonnant que l'ONU ait mis l'un d'eux en position d'arbitre sur une crise aux forts relents miniers dans la même région. Le pire c'est que nous ne savons même plus s'il faut s'étonner de conflits d'intérêt aussi manifestes que scandaleux ou au contraire les juger en parfaite cohérence avec une politique de spoliation du Congo qui ne date hélas pas d'aujourd'hui. Pour s'approprier le marché, Hege et Stearns affirment, avec condescendance, que « (les institutions locales congolaises) sont essentiellement faibles et facilement exposées à la manipulation politique, au conflit des intérêts, à la corruption et, plus important, à l'intimidation de la part des gouvernants et des militaires eux mêmes. » Le mépris à l'égard du peuple congolais, que ces deux personnes prétendent pourtant défendre, est aussi patent que leur désir de se substituer aux autorités de ce pays. Le moins que l'on puisse dire, c'est que les conditions n'étaient pas réunies pour l'élaboration d'un rapport objectif. Il nous est dès lors absolument impossible de comprendre le choix fait par le Conseil de Sécurité de reprendre à son compte les conclusions du Groupe d'Experts sans débat ni mise à l'épreuve préalable.

En tant que chercheurs, nous nous interrogeons sur l'impartialité et la rigueur d'une approche qui s'appuie largement et dans les termes les plus vagues sur une des parties, à savoir les officiels congolais et des opposants au régime de Kigali.

Nous notons au demeurant sans surprise que ce rapport-ci, comme les précédents, a fait l'objet d'une « fuite » bien opportune, destinée à distiller dans les médias et dans l'opinion internationale le message suivant : le monstrueux M23 est une création du Rwanda. Sauf votre respect, nous ne voyons pas ce que l'appui, fantasmé ou réel, du Rwanda à un tel mouvement, peut bien changer au fond de l'affaire. L'irruption du M23 sur la scène du drame congolais est postérieure à la présence de la Monusco et des groupes armés au Congo. Cela veut dire que le M23 est moins la cause qu'une simple

conséquence d'une crise régionale aux multiples facettes. Certains choisissent d'ignorer cette évidence car il est plus commode pour eux d'instruire le procès de ces mutins que de parler des maux, connus de tous, qui gangrènent la société congolaise et dont le moindre n'est pas une corruption généralisée. Les rapports du Groupe d'experts de l'ONU ainsi que la couverture médiatique dont ils ont bénéficié aident à faire oublier les sociétés minières étrangères qui ont littéralement fait main basse sur le Congo. Oserons-nous vous suggérer de diligenter une enquête sur ce pillage ? C'est ce que le monde, l'Afrique, et en particulier le peuple congolais, attendent du Conseil de sécurité.

Monsieur le Secrétaire général,

Les Nations-Unies ont tort, à notre avis, de penser que la mise hors jeu du M23 et la suspension paradoxale de l'aide au développement du Rwanda - un pays salué pour la gestion rigoureuse, saine et transparente de son budget national - vont suffire pour ramener la paix à l'Est du Congo. L'expérience a également montré les limites de la solution militaire consistant à faire appuyer les forces gouvernementales congolaises par la Monusco. Sur le terrain, une telle option a pour principal résultat d'entretenir la guerre à laquelle on prétend par ailleurs mettre fin. C'est ainsi qu'au cours de la prise de Goma, le M23 a récupéré plus de 4 tonnes d'armes que l'on pourrait retrouver à un moment ou à un autre entre les mains de différents groupes rebelles.

Selon nous, la meilleure façon de contribuer à la paix et à la sécurité dans la région des Grands Lacs consisterait, entre autres,

- à décourager tout appui du Rwanda au M23 afin de permettre aux communautés congolaises d'initier des discussions de fond sur leurs problèmes nationaux ;
- à décourager toute association du Congo avec le FDLR et tout soutien du gouvernement congolais aux groupes armés qui sévissent actuellement sur son territoire ;
- à s'attaquer à tous ces groupes armés et aux logiques qui en alimentent l'esprit destructeur
- à prendre au sérieux les légitimes revendications sécuritaires du Rwanda.
- à oeuvrer sans relâche pour un rapprochement entre les gouvernements du Congo et du Rwanda ;
- à favoriser un échange franc et respectueux entre les forces intellectuelles, éthiques et spirituelles rwandaises et congolaises pour qu'elles initient et promeuvent un « vivre ensemble » fertile entre les communautés ;
- à initier des solutions qui intègrent les différents paramètres de la crise à l'Est du Congo
- à réexaminer les accords occultes entre le gouvernement congolais et les compagnies minières opérant sur son sol,
- à exiger une gestion saine des ressources du Congo par l'Etat congolais,
- à diligenter une enquête sur le clientélisme et l'enrichissement illicite de la classe dirigeante congolaise actuelle, afin d'impulser une dynamique de gouvernance saine en RDC ;
- à privilégier la voie du dialogue initiée par la conférence des Grands Lacs et non les menées bellicistes qui risquent de provoquer une grande guerre africaine aux conséquences incalculables ;
- à protéger des communautés marginalisées prêtes à s'enrôler par désespoir dans des rébellions sans lendemain ;
- à défendre l'intangibilité des frontières congolaises, conformément aux vœux du peuple congolais convaincu de la communauté de destin de toutes ses composantes ethniques ;
- à lier la notion d'intangibilité des frontières aux droits des communautés propriétaires de leurs terres à vivre tranquillement et en toute sécurité dans leur pays en tant que citoyens congolais de plein droit ;
- à améliorer les méthodes de recrutement des enquêteurs de l'ONU dont les rapports ont une si grande influence sur le cours des événements. Il est hautement souhaitable de veiller à ce qu'ils ne soient engagés qu'à l'issue de procédures transparentes et

contradictoires, de nature à écarter tout risque ou soupçon de partialité de leur part.

Monsieur le Secrétaire général,

L'impératif de l'heure est la défense résolue par les Nations-Unies du principe de l'intangibilité des frontières congolaises. Elle est toutefois vouée à un échec certain si elle fait l'impasse sur les discriminations envers les citoyens congolais d'expression kinyarwanda, propriétaires de plein droit des terres congolaises où ils vivent de génération en génération depuis des siècles.

Pour bien comprendre la vulnérabilité d'une communauté marginalisée et indexée dans l'imaginaire congolais actuel comme la source de tous les maux du pays, il faut remonter aux origines du problème, à l'époque où, dans la dynamique de la Conférence de Berlin, des territoires rwandais sont devenus congolais ou encore lorsque, dans les années 30, des populations rwandophones ont été transplantées au Congo. Il n'y a pas longtemps, plus précisément dans les années 80, ces citoyens de seconde zone, privés de leurs droits civiques, étaient électeurs, mais pas éligibles. Au cours de la même période, durant « l'Opération Herbe », des étudiants Tutsi ont été battus et renvoyés des universités zaïroises. Du reste, afin que les objectifs visés par ces campagnes meurtrières soient bien clairs pour tous, un document a circulé en ce temps-là sous le titre révélateur : « Vive la nation zaïroise et à mort les usurpateurs de notre nationalité ». Ce texte appelait à « frapper ensemble et partout ces serpents (les étudiants Tutsi) qui veulent nous mordre ». Une décennie plus tard, au début des années 90, les Congolais Tutsi étaient tous interdits de participation à la « Conférence nationale souveraine », toujours sous prétexte qu'ils n'étaient pas « Zaïrois ». La chute de Mobutu, qui avait pourtant fait naître l'espoir de lendemains meilleurs grâce aux liens forgés dans la lutte contre la dictature, n'a fait qu'accentuer l'hostilité envers les Congolais rwandophones. De dérive en dérive, on en est arrivé aujourd'hui à ce qu'il faut bien appeler un désir ardent, quoique diffus, d'en finir une fois pour toutes avec ce que d'aucuns se permettent d'appeler « la question tutsi. » Certains milieux, ignorant les leçons de l'histoire, s'imaginent qu'il suffirait de se débarrasser de la communauté d'expression kinyarwanda du Congo pour améliorer les conditions d'existence du reste de la population.

Monsieur le Secrétaire Général,

Nous pensons qu'il est urgent de procéder à une analyse moins tendancieuse et étriquée de la situation du Kivu, préalable nécessaire à toute solution durable. Nous ne saurions trop insister sur le fait que la focalisation exclusive sur le M23 et le Rwanda est suspecte et encourage les discours venimeux chez les extrémistes de plus en plus hardis qui n'hésitent plus à appeler dans les media sociaux à l'extermination des Tutsi. Le gouverneur du Nord Kivu, Julien Paluku, des membres du gouvernement congolais, une certaine presse locale congolaise, des hommes d'Eglise comme Bishop Elisée, un musicien comme Boketsu 1er incitent, ouvertement ou insidieusement, à la haine contre les populations Tutsi du Congo. Il est temps que vous-même preniez, à l'inverse de celui qui occupait vos fonctions en 1994, la mesure des périls qui menacent des populations civiles sans défense et dont le seul tort est d'être ce qu'elles sont. Une grande partie de la population congolaise, chauffée à blanc par son gouvernement et par les accusations de Hege et d'une certaine presse, est aujourd'hui prête pour un meurtrier passage à l'acte. Les alliances entre les militaires de l'armée congolaise et les milices génocidaires sont un autre signe qui ne devrait tromper personne, et surtout pas vous qui avez une responsabilité particulière dans la préservation de la paix mondiale.

Monsieur le Secrétaire Général,

Nous demandons aux Nations-Unies de tout mettre en oeuvre pour qu'à l'absurde guerre de l'Est de la RDC se substitue enfin une paix durable. Cette paix est un rêve et nous avons voulu vous dire, à travers cette lettre, à quelles conditions il peut, selon nous, devenir une réalité. Pour préserver les chances de cette paix à venir, nous, écrivains, professeurs des Universités, chercheurs et artistes d'horizon divers, dénonçons la mutinerie du M23. Nous nous élevons également contre tout appui, d'où qu'il vienne, à ce mouvement armé. Mais nous estimons aussi qu'il est de notre devoir d'appeler la

communauté internationale à traiter avec plus de sérieux et de rigueur la question de la présence de génocidaires lourdement armés sur le sol congolais, grave source d'inquiétude pour le Rwanda. Nous condamnons également avec fermeté la tentative de militarisation à outrance du Kivu par le gouvernement congolais.

Monsieur le Secrétaire général,

Nous vous invitons à prendre vos responsabilités face aux menaces sur lesquelles nous avons voulu attirer votre attention. Il n'en va pas seulement du destin des populations et de leur besoin de sécurité dans les pays des Grands Lacs ; il en va aussi de la crédibilité des Nations-Unies et de l'honneur de l'humanité. En souhaitant que 2013 soit l'année du dialogue et de la paix pour tous les peuples de la terre, nous vous prions d'accepter Monsieur le Secrétaire général, les assurances de nos meilleurs sentiments.

Signataires :

Boubacar Boris Diop, Sénégal, romancier, essayiste et enseignant, Université Gaston Berger, Saint-Louis- Senegal.

Godefroid Kä Mana, RDCongo, philosophe, analyste politique et théologien, Professeur, Université évangélique du Cameroun, Institut catholique de Goma-RDCongo.

Jean-Pierre Karegeye, Rwanda, Directeur du Centre d'études pluridisciplinaires sur le génocide, Professeur assistant, Macalester College, Minnesota-USA.

Margee Ensign, USA, Présidente de l'Université américaine du Nigeria.

Koulsy Lamko, Tchad, Romancier, dramaturge, directeur de la Casa Hankili Africa, Centro Historico in Mexico.

Wandia Njoya, Kenya, Professeure assistante, Daystar University, Nairobi-Kenya.

Aminata Dramane Traoré, Mali, écrivaine, sociologue, ancienne ministre de la Culture.

Susan Allen, USA, Professeure, Emory University, Atlanta.

Jean-Claude Djereke, Côte d'Ivoire, Centre de Recherches Pluridisciplinaires sur les Communautés d'Afrique Noire et des Diasporas, Ottawa, Canada.

Jean-François Dupaquier, France, écrivain , Journaliste

Erik Ehn, USA, Directeur de programme, Writing for Performance, Brown University.

Mireille Fanon Mendes-France, France, Présidente, Fondation Frantz Fanon.

Gerise Herndon, USA, professeure, directrice de Gender Studies, Nebraska Wesleyan University.

Timothy Horner, USA, Professeur associé, Center for Peace and Justice Education, Villanova University.

Jean-Baptiste Kakoma, RDCongo, Médecin, Professeur, ancien doyen de la faculté de médecine, Ancien recteur de l'université de Lubumbashi en RDCongo, Directeur de l'école de Santé publique, Université nationale du Rwanda.

Aloys Mahwa, chercheur , centre d'etudes pluridisciplinaires sur le génocide, Kigali-Rwanda.

Yolande Mukagasana, Rwanda, écrivaine, Survivante du génocide, Lauréate du prix la colombe d'or, lauréate du prix Unesco de l'éducation pour la paix.

Timothée Ngakoutou, Tchad/France, professeur, ancien recteur de l'université du Tchad, ancien haut fonctionnaire de l'UNESCO chargé de mission pour l'éducation.

Moukoko Priso, Cameroun, Professeur, Université évangélique du Cameroon.

François Wokouache, Cameroun, cineaste, Directeur de KEMIT.

Si **Le Potentiel** a enfourché ses grands chevaux à ce sujet, **The New Times**, journal gouvernemental rwandais, a été encore plus loin, en titrant «*World scholars slam Group of Experts report* ». Car, même si le document énonce quelques vérités cruelles à propos des carences du gouvernement congolais, il est essentiellement dirigé contre le rapport du Groupe d'Experts de l'ONU. Plus exactement, il est dirigé contre les personnes de Steve Hege et de Jason Stearns.

Disons que, d'emblée, il étonnant de la part de scientifiques, disant agir du fait de leur expérience en tant que chercheur, d'ignorer :

- que la validité d'une constatation ne dépend nullement de la moralité de celui qui l'énonce.
- que dans ne équipe de scientifique, le « coordinateur » ne dispose aucunement de la possibilité d'imposer ses vues à ses collègues.

Il très étonnant de la part de scientifiques, disant agir du fait de leur expérience en tant que chercheur, d'employer aussi fréquemment les mots « génocide » et « génocidaire » alors que l'existence même au Rwanda, lors des massacres de 1994 de faits que l'on puisse appeler un génocide, n'est pas prouvée, conformément aux sciences qui s'intéressent aux faits humains : le droit et l'histoire. L'une comme l'autre exigent que l'on établisse par des documents l'existence d'un plan prémédité. Où sont ces documents ? En leur absence, la simple répétition de ces deux mots à une telle cadence fait supposer que le document que l'on a devant soi n'est pas une lettre, mais un tract rédigé par les partisans de Paul Kagame.

Il est stupéfiant de s'apercevoir que l'on met en avant la thèse d'un Rwanda précolonial s'étendant sur une partie du Congo, comme dans certains discours exaltés de Pasteur Bizimungu, alors que l'ethnohistoire met en évidence le fait que les Shi possédaient autrefois les deux rives du Kivu et que la conférence de Berlin, qui est à l'origine des frontières africaines, fixait la limite entre l'EIC et les possessions anglaises et allemandes sur la ligne de partage des eaux entre le Congo et le Nil, mettant ainsi une partie su Rwanda et du Burundi au Congo et le reste en Tanzanie.

Il très étonnant de la part de quelques scientifiques et artistes de parler sur un ton qui semble indiquer qu'ils se prennent pour la voix de la communauté scientifique mondiale et de la sagesse universelle, alors qu'ils sont à peine vingt, ne représentent qu'un nombre restreint de disciplines, tant artistiques que scientifiques, et sont majoritairement originaires de deux pays seulement.

On compte en effet parmi les signataires pas moins de 5 Américains et 3 Rwandais, contre seulement deux Congolais. Parmi ceux-ci, Jean-Baptiste Kakoma, Médecin, Professeur, ancien doyen de la faculté de médecine, ancien recteur de l'université de Lubumbashi, est aussi, Directeur de l'école de Santé publique à Université nationale du Rwanda, ce qui met tout de même son objectivité quelque peu en question. L'autre est Godefroid Kā Mana, dont le nom s'accompagne des mentions « *RDCongo, philosophe, analyste politique et théologien, Professeur, Université évangélique du Cameroun, Institut catholique de Goma-RDCongo* », mais ne mentionne pas (heureusement ?) sa qualité de

collaborateur occasionnel du **Potentiel**... Cela aussi pourrait bien expliquer un peu la sévérité du journal kinois.

Les autres signataires sont originaires de divers pays d'Afrique.

Une étrange « opinion scientifique objective ».



LE POISSON ET LE SCORPION *(d'après une fable traditionnelle africaine)*

Un jour, il y a bien longtemps, un incendie de forêt gigantesque faisait rage sur la rive occidentale du lac Kivu.¹² Cet incendie était vraiment épouvantable, De l'avis de tous les Anciens, c'était la plus terrible catastrophe de ce genre qu'on ait jamais vu.

La brousse était en feu sur une étendue immense et les plus grands arbres flambaient comme des torches. On y voyait la nuit comme en pleine journée et, de jour, on était aveuglé par des torrents de fumée suffocante.

Affolés, hagards, pris de panique, bêtes et gens se ruaient vers le lac, en une cohue épouvantable, pour se mettre à l'abri.

Dans l'eau du lac les poissons, étonnés de tant de lueurs menaçantes et cherchant la cause d'un tel remue-ménage, passaient de temps à autre une tête intriguée hors de l'eau, pour mieux voir ces événements si inhabituels.

Et c'est ainsi qu'un gros poisson, particulièrement curieux, qui risquait un oeil globuleux vraiment tout près de la rive, se trouva quasiment nez à nez avec un scorpion. Celui-ci était dans un triste état : désespéré, roussi, suffocant et, pour tout dire, cuit déjà plus qu'à moitié. Aussi est-ce haletant et avec des sanglots dans la voix qu'il s'adressa au poisson en ces termes suppliants : "O grand, ô magnifique, ô magnanime poisson ! Prends pitié de moi qui n'ai plus que quelques instants à vivre si tu ne me portes pas secours. Vois comme je suis déjà rongé par les flammes et noirci par la fumée. Tu imagines sans peine combien je souffre, ô

¹² Pour comprendre la morale sous-entendue par cette histoire, il faut se rappeler que le lac Kivu, dans la région des Grands Lacs de l'Est Africain, forme en partie la frontière entre le Congo (ex-Zaïre) à l'Ouest, et le Rwanda à l'Est.

généreux Frère Aîné ! Gagner l'autre rive m'est impossible puisque les scorpions ne nagent point, et je vais crever misérablement si tu ne viens pas tout de suite à mon aide."

Le poisson était raisonnablement serviable et de bon coeur. Mais il était aussi vieux, ce qui veut dire qu'il était prudent, car on ne vit pas vieux sans quelque prudence. Et tout cela lui inspira des réflexions qu'il exprima d'abord par quelques bulles, puis par ces mots:

"En vérité, Scorpion, mon Petit Frère, ton sort lamentable me fait bien pitié et j'aimerais infiniment sauver ton existence. Car tu as bien parlé. Et tu as dit une chose très vraie et combien salutaire en rappelant que nous, les animaux, nous sommes tous des frères, comme tout ce qui vit et respire.

" Mais j'ai quelque méfiance, pourtant, envers ceux de ta race qui, à ce que j'ai entendu dire près de la rive, n'ont guère bonne réputation. Sans t'offenser, mon Frère, quelle garantie peux-tu me donner, que tu ne vas pas profiter de ma bonté pour me prendre en traître, me piquer lâchement et me faire périr ?"

L'incendie faisait toujours rage, de la même manière épouvantable. Le feu, dévorant tout sur son passage, se rapprochait toujours davantage de la rive de sorte que la chaleur devenait de plus en plus intense, la fumée sans cesse plus épaisse et plus suffocante. Aussi le scorpion, plus échaudé que jamais, eut recours à toute son éloquence pour tenter de fléchir le poisson méfiant par le raisonnement suivant:

"O splendide et bienfaisant Poisson, ta prudence est celle d'un Sage. Cependant, réfléchis, je t'en prie - mais fais vite, car déjà je me meurs - que je ne puis nager, pas plus que, toi, tu ne peux vivre hors de l'eau. Tu n'aurais pas l'idée absurde de sauter hors de l'eau pour périr d'asphyxie... Puisque tu te méfies de moi, je ne te parlerai pas de ma reconnaissance. (Et pourtant elle sera éloquente et les générations futures de scorpions chanteront tes louanges avec ferveur)... Pense simplement à ceci: te tuer, ô vénérable Bienfaiteur, serait pour moi un suicide, puisque je n'aurais aucune chance de te survivre et qu'aussitôt je pécherais noyé..."

Convaincu par ce langage raisonnable et plein de compassion pour la situation lamentable où il voyait le scorpion, le poisson - qui était peut-être aussi quelque peu sensible à la flatterie qu'on lui avait si libéralement prodiguée - finit par accepter ce sauvetage. Le scorpion se cramponna donc fermement aux écailles de son dos (et croyez bien qu'il n'y épargna ni pinces, ni pattes, tant il avait hâte d'échapper au feu). Et tous d'eux, flottant doucement sur les eaux calmes du lac, qui parurent délicieusement fraîches au scorpion, s'éloignèrent en direction de la rive orientale, loin du tumulte, du feu et du danger.

C'était vraiment un très, très gros poisson, pour lequel le petit scorpion ne représentait pas une charge importante, et qui nageait d'autant plus vite que la situation, malgré tout, ne le rassurait qu'à moitié. Bientôt, ils se trouvèrent tout près de la rive orientale, celle du côté opposé à l'incendie, où le scorpion serait enfin en sécurité. C'est alors que le scorpion brandit sa redoutable queue et en enfonça le dard empoisonné, de toutes ses forces, dans la nuque du poisson, au défaut des écailles. Cependant le poisson, grand et vigoureux, ne mourut pas instantanément. Il eut le temps de parler à son assassin et de lui dire : "Insensé ! A quoi cela t'avance-t-il ? Tu sais très bien que tu ne sais pas nager, que tu n'as donc aucune chance de survivre ! Nous allons maintenant mourir tous les deux !"

Avant de périr noyé, le scorpion répondit, dans un ricanement: "Tout le monde mourra. C'est normal. Maintenant, nous sommes au Rwanda !".

Adaptation : G. De Boeck / V. Rusindintware